

REGLEMENT REGIONAL D'URBANISME

TITRE VII. — « La voirie, ses accès et ses abords »

Table des matières

- Section 1ère : Généralités
- Section 2 : Le cheminement piéton
- Section 3 : Les dispositifs ralentisseurs
- Section 4 : Les deux roues - légers
- Section 5 : Le stationnement
- Section 6 : Les transports en commun
- Section 7 : Les arbres de grande taille
- Section 8 : La signalisation
- Section 9 : Le Mobilier
- Section 10 : L'éclairage
- Section 11 : Décorations événementielles
- Section 12 : Dispositions transitoires

Section 1^{ère}. — Généralités

Champ d'application

Article 1^{er}. — § 1^{er}. Le présent titre s'applique à l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le présent titre s'applique :

1° à tous les actes et travaux relatifs à la voirie par terre, à ses accès et à ses abords, à l'exclusion des voies de chemins de fer, visés à l'article 84, § 1, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

2° aux actes et travaux qui, en raison de leur minime importance, sont dispensés de l'obtention d'un permis d'urbanisme, visés à l'article 84, § 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Définitions

Art. 2. § 1^{er}. Au sens du présent titre, on entend par :

1. Arbre de grande taille : arbre qui à son développement maximum, a une hauteur supérieure à 6m.
2. Armoires des concessionnaires : boîtes situées en voirie et contenant des dispositifs électriques nécessaires au fonctionnement d'une installation d'utilité publique.
3. Borne : élément de mobilier urbain ancré ou posé, fixe ou amovible, spécifique à la protection des voies de circulation piétonne ou cyclable.
4. Bordure saillante : moyen physique de protection d'un espace réservé aux piétons, constitué d'une bordure ancrée qui dépasse le niveau du trottoir.
5. Code de la route : Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant Règlement général sur la police de la circulation routière.
6. Code du gestionnaire : l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976, fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.
7. Deux-roues léger : bicyclette ou cyclomoteur de classe A au sens du code de la route
8. Décoration événementielle : décoration non publicitaire, à caractère éphémère, liée à un événement à caractère culturel, sportif ou social, ou à une braderie.
9. Dispositif anti-stationnement : aménagement visant à empêcher le stationnement sur la partie de la voirie où le stationnement est interdit.
10. Dispositif ralentisseur : aménagement visant à dissuader les conducteurs de véhicule de pratiquer une vitesse supérieure à la vitesse maximale autorisée.
11. Double bordure : moyen physique de protection des bermes et des espaces réservés aux piétons, constitué de deux bordures de hauteurs différentes.
12. Espace structurant : espace tel que déterminé dans le plan régional d'affectation du sol.
13. Fonction de circulation : fonction telle que déterminée dans le plan régional de développement.

GEWESTELIJKE STEDENBOUWKUNDIGE VERORDENING

TITEL VII. — « De wegen, de toegangen ertoe en de naaste omgeving ervan »

Inhoudstafel

- Afdeling 1 : Algemeen
- Afdeling 2 : Voetgangersverkeer
- Afdeling 3 : Snelheidsbeperkende voorzieningen
- Afdeling 4 : Lichte tweewielers
- Afdeling 5 : Parkeren
- Afdeling 6 : Openbaar vervoer
- Afdeling 7 : Hoogstammige bomen
- Afdeling 8 : Wegbebakening
- Afdeling 9 : Stadsmeubilair
- Afdeling 10 : Verlichting
- Afdeling 11 : Gelegenheidsdecoratie
- Afdeling 12 : Overgangsbepalingen

Afdeling 1. — Algemeen

Toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze titel is van toepassing op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Deze titel is van toepassing op :

1° alle handelingen en werken met betrekking tot de landwegen, de toegangen ertoe en de naaste omgeving ervan, met uitzondering van de spoorwegen, zoals bedoeld in artikel 84, § 1, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

2° op de handelingen en werken die, omwille van hun geringe omvang, vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, zoals bedoeld in artikel 84, § 2, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Definities

Art. 2. § 1. In deze titel wordt verstaan onder :

1. Hoogstammige boom : volgroeide boom van meer dan 6m hoog.
2. Kasten van de concessiehouders : kasten langs de weg waarin de elektrische voorzieningen zijn ondergebracht die noodzakelijk zijn voor de werking van een openbare nutsvoorziening.
3. Zuil : verankerd of geplaatst, al dan niet verwijderbaar specifiek stadsmeubilair ter bescherming van voetgangerswegen of fietspaden.
4. Uitstekende stoeprand : voorziening ter bescherming van een ruimte die is voorbehouden voor voetgangers, bestaande uit een verankerde stoeprand die hoger is dan het trottoir.
5. Verkeersreglement : koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement van de politie op het wegverkeer.
6. Reglement van de wegbeheerder : ministerieel besluit van 11 oktober 1976 tot vaststelling van de minimumafmetingen en de bijzondere voorwaarden inzake de plaatsing van verkeerstekens.
7. Lichte tweewielers : fiets of bromfiets van klasse A in de zin van het verkeersreglement.
8. Gelegenheidsdecoratie : tijdelijke decoratie van niet-publicitaire aard voor een cultureel, sportief of sociaal evenement of een braderie.
9. Anti-parkeervoorziening : voorziening die het parkeren verhindert op het weggedeelte waar een parkeerverbod geldt.
10. Snelheidsbeperkende voorziening : voorziening die bestuurders van een voertuig ontraadt aan een hogere snelheid te rijden dan de toegelaten maximumsnelheid.
11. Dubbele stoeprand : voorziening ter bescherming van de berm en ruimten die zijn voorbehouden voor voetgangers en die bestaat uit twee stoepranden met verschillende hoogte.
12. Structurerende ruimte : ruimte zoals beschreven in het gewestelijk bestemmingsplan.
13. Verkeersfunctie : functie zoals beschreven in het gewestelijk ontwikkelingsplan.

14. Fonction de séjour : fonction telle que déterminée dans le plan régional de développement.

15. Fosse de plantation : volume contenant la terre arable nécessaire au développement de l'arbre.

16. Mobilier urbain : ensemble des objets ou dispositifs publics ou privés, posés ou ancrés dans l'espace public, fixes ou amovibles, et assurant une fonction d'utilité publique.

17. Personne à mobilité réduite : personne dont les facultés de déplacement à pied sont réduites de manière temporaire ou définitive, par rapport à celles de la moyenne de la population.

18. Périmètre d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement : périmètre tel que défini dans le plan régional d'affectation du sol.

19. Potelet : voir borne

20. Réseau régional et interquartier : réseau tel que défini dans le plan régional d'affectation du sol en vigueur.

21. Signalisation routière : signalisation prévue au code de la route et au code du gestionnaire.

22. Signalisation de direction : signalisation de préavis, de direction à distance ou de proximité, en ce compris, la signalisation des équipements d'intérêts collectifs et des établissements et commerces locaux.

23. Spécialisation des voiries : organisation de la voirie telle que déterminée dans le plan régional de développement et le plan régional d'affectation du sol.

24. Traversée piétonne : partie balisée d'une chaussée que les piétons empruntent pour la traverser, dénommée passage pour piétons dans le code de la route.

25. Trottoir : accotement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons.

26. Voie de circulation piétonne : toute partie de la voie publique affectée principalement à la circulation des piétons, tels que notamment trottoirs, places, traversées piétonnes, zones résidentielles, rues piétonnes, chemins, sentiers et couloirs de contournement des chantiers.

27. Zone de stationnement : partie de la voirie où le stationnement est autorisé.

§ 2. Pour les termes « chaussée », « bande de circulation », « piste cyclable », « carrefour », « place », « véhicule à moteur », et « zone résidentielle » qui ne sont pas repris au § 1^{er} ci-avant, il est renvoyé aux définitions contenues dans le code de la route.

Objectifs d'aménagement de la voirie, de ses accès et de ses abords

Art. 3. Les objectifs de l'aménagement des voiries sont les suivants :

1° L'aménagement des voiries, de leur accès et de leurs abords, en ce compris les plantations, l'éclairage et le mobilier, tient compte des caractéristiques urbanistiques du quartier. Cet aménagement contribue à l'embellissement de la ville, en particulier lorsque l'on se situe dans un espace structurant ou un périmètre d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement.

2° L'aménagement est étudié en fonction de la spécialisation des voiries.

La spécialisation des voiries détermine notamment le niveau de l'équilibre entre la fonction de circulation et la fonction de séjour.

3° L'aménagement tient compte des activités riveraines.

4° L'aménagement tient compte des personnes à mobilité réduite.

5° L'aménagement assure la sécurité de l'ensemble des usagers, ainsi que le confort, la commodité et la continuité du cheminement des piétons et deux-roues légers.

6° L'aménagement est conçu de telle manière qu'il favorise de la part d'une catégorie d'usagers un emploi de la voirie compatible avec les autres catégories d'usagers.

7° Lorsque la voirie est parcourue par des transports publics, l'aménagement est conçu pour en faciliter la circulation.

8° L'aménagement tient compte de la proximité d'établissements scolaires.

14. Verblijfsfunctie : functie zoals beschreven in het gewestelijk ontwikkelingsplan.

15. Plantput : ruimte die de hoeveelheid teelaarde bevat die nodig is om een boom te laten groeien

16. Stadsmeubilair : geheel van openbare of particuliere voorwerpen of voorzieningen die in de openbare ruimte zijn geplaatst of verankerd en al dan niet verwijderbaar zijn en die een functie van openbaar nut hebben.

17. Persoon met beperkte mobiliteit : persoon wiens verplaatsingsmogelijkheden te voet tijdelijk of definitief beperkt zijn ten opzichte van die van de gemiddelde bevolking.

18. Perimeter van cultureel, historisch, esthetisch belang of voor stadsverfraaiing : perimeter zoals beschreven in het gewestelijk bestemmingsplan.

19. Stijltje : zie zuil.

20. Gewestelijk en interwijkennet : net zoals beschreven in het geldend gewestelijk bestemmingsplan.

21. Verkeerstekens : wegbebakening zoals voorzien in het verkeersreglement en het reglement van de wegbeheerder.

22. Bewegwijzering : voorwegwijzers, bewegwijzering op lange of korte afstand, met inbegrip van de bewegwijzering naar uitrustingen van collectief belang en plaatselijke instellingen en handelszaken.

23. Specialisatie van de wegen : hiërarchie van de wegen zoals beschreven in het gewestelijk ontwikkelingsplan en het gewestelijk bestemmingsplan.

24. Zebra-pad : afgebakend deel van een rijbaan dat door voetgangers wordt gebruikt om over te steken, in het verkeersreglement oversteekplaats voor voetgangers genoemd.

25. Trottoir : verhoogde berm ten opzichte van de rijbaan, gelegen langs de rooilijn en bestemd voor het voetgangersverkeer.

26. Voetgangersweg : deel van de openbare weg dat in hoofdzaak is bestemd voor het voetgangersverkeer, zoals met name trottoirs, pleinen, zebra-paden, woonerven, voetgangersstraten, wegen, paden en wegomleggingen voor voetgangers bij werken.

27. Parkeerstrook : deel van de weg waar parkeren is toegelaten.

§ 2. Voor de begrippen « rijbaan », « rijstrook », « fietspad », « kruispunt », « plein », « motorvoertuig » en « woonerf », die niet zijn vermeld in voornoemde § 1, wordt verwezen naar de bepalingen in het verkeersreglement.

Doelstellingen inzake de aanleg van wegen, de toegangen ertoe en de naaste omgeving ervan

Art. 3. De doelstellingen inzake de aanleg van wegen zijn de volgende :

1° Bij de aanleg van wegen, van de toegangen ertoe en de naaste omgeving ervan met inbegrip van de beplanting, de verlichting en het meubilair, wordt rekening gehouden met het karakter van de plaats en van de wijk. De aanleg draagt bij tot de verfraaiing van de stad, meer bepaald in een structurerende ruimte of een perimeter van culturele, historische of esthetische waarde of voor stadsverfraaiing.

2° De aanleg wordt opgevat in het raam van de specialisatie van de wegen.

De specialisatie van de wegen bepaalt met name de verhouding tussen de verkeersfunctie en de verblijfsfunctie.

3° Bij de aanleg wordt rekening gehouden met de buurtactiviteiten.

4° Bij de aanleg wordt rekening gehouden met de personen met beperkte mobiliteit.

5° De aanleg verzekert de veiligheid van alle weggebruikers alsook het comfort, het gemak en de doorlopende begaanbaarheid voor de voetgangers en lichte tweewielers.

6° De aanleg is zo opgevat dat hij een categorie weggebruikers ertoe aanzet de weg zodanig te gebruiken dat hun verkeersgedrag verenigbaar is met dat van de andere categorieën van weggebruikers.

7° Wanneer een weg door het openbaar vervoer wordt gebruikt, wordt de aanleg ervan zo opgevat dat het verkeer van het openbaar vervoer wordt vergemakkelijkt.

8° Bij de aanleg wordt rekening gehouden met de nabijheid van onderwijsinstellingen.

Section 2. — Le cheminement piéton

Voies de circulation piétonne

Art. 4. § 1^{er}. Toute voie de circulation piétonne comporte un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 1,50m d'un seul tenant et d'une hauteur libre minimale de 2,20m.

§ 2. Lorsque la voie de circulation piétonne a une largeur inférieure à 2m, la largeur du cheminement libre prévue au § 1^{er} peut être réduite jusqu'à 1,20m localement au droit d'un obstacle à condition que cet obstacle ait une longueur maximale de 0,50m s'il est ancré dans le sol.

§ 3. Sans préjudice des §§ 1 et 2, lorsque la voie de circulation piétonne présente une largeur égale ou inférieure à 2m, la signalisation routière est :

1° soit ancrée dans la façade, à l'exception des immeubles classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde en vertu de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;

2° soit placée le plus près possible de l'alignement.

Le croquis n°1 en annexe 1 du présent titre illustre le présent article.

Bordures

Art. 5. La hauteur maximale des bordures entre la chaussée et une voie de circulation piétonne est de 0,18m.

Si la différence de niveau entre le trottoir et la chaussée est supérieure à 0,18m en raison de la configuration locale, la transition doit être réalisée sous la forme d'un escalier.

Traversées piétonnes

Art. 6. § 1^{er}. Toute traversée piétonne est établie dans le prolongement du cheminement libre des voies de circulation piétonne.

§ 2. Lorsque la chaussée comporte une zone permanente de stationnement adjacente au trottoir, celui-ci est élargi au droit des traversées piétonnes de manière à améliorer la sécurité des piétons.

§ 3. La profondeur des élargissements de trottoirs est limitée à 1,70m dans le cas de stationnement longitudinal. Toutefois, lorsque le filet d'eau est situé entre le stationnement et la chaussée, l'élargissement du trottoir peut être établi jusqu'au droit du filet d'eau.

§ 4. La transition entre le trottoir et la chaussée est réalisée par un plan incliné respectant les normes suivantes :

1° la pente transversale maximale du plan incliné est de 8 %, cette pente peut toutefois être portée à 12% si la longueur du plan incliné n'est pas supérieure à 0,50m;

2° la surface du plan incliné est raccordée au niveau du trottoir par des rampants ou plans inclinés dont la pente ne dépasse pas de plus de 8 % la pente générale du trottoir;

3° un passage libre de tout obstacle, d'une largeur minimale de 1 m et d'une pente transversale maximale de 3 %, est assuré entre le sommet du plan incliné et l'alignement.

§ 5. La bordure et le ressaut du raccord du filet d'eau à la chaussée au droit des traversées sont chanfreinés ou arrondis et ont une hauteur maximale de 0,02m par rapport au fond du filet d'eau. Aucun avaloir n'est situé au droit des traversées piétonnes et cyclistes.

§ 6. La traversée des terre-pleins et des îlots directionnels se fait au niveau de la chaussée. En cas d'impossibilité, la traversée se fait dans les mêmes conditions que celles décrites au § 4.

Le croquis n°2 en annexe 1 du présent titre illustre le présent article.

Trottoir au droit des entrées carrossables

Art. 7. § 1^{er}. Le revêtement des voies de circulation piétonne est continu au droit d'une entrée carrossable. En cas de surcharge prévisible, il sera procédé à un renforcement des fondations et à une augmentation de l'épaisseur du revêtement. Lorsque la surcharge prévisible l'impose, le revêtement peut être modifié pour autant qu'il n'y ait pas de changement de couleur.

§ 2. Le niveau des voies de circulation piétonne est maintenu au droit des entrées carrossables et la bordure est biseautée. Toutefois, lorsque la hauteur de la bordure l'impose, le trottoir peut être abaissé sur une distance maximale de 0,50m à partir de la face verticale de la bordure, pour autant qu'un passage libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 1 m soit assuré entre l'abaissement et l'alignement.

Afdeling 2. — Voetgangersverkeer

Voetgangerswegen

Art. 4. § 1. Een voetgangersweg omvat een doorgang vrij van hindernissen met een doorlopende breedte van minimum 1,50 m en een vrije hoogte van minimum 2,20 m.

§ 2. Wanneer de voetgangersweg minder dan 2 m breed is, kan de breedte van de vrije doorgang zoals voorzien in § 1 plaatselijk worden teruggebracht tot 1,20 m ter hoogte van een hindernis, op voorwaarde dat deze hindernis, indien ze verankerd is in de bodem, maximum 0,50 m lang is.

§ 3. Onverminderd §§ 1 en 2, wanneer de voetgangersweg ten hoogste 2 m breed is, worden de verkeerstekens :

1° hetzij verankerd in de gevel, met uitzondering in de gevel van de gebouwen die beschermd zijn of ingeschreven op de bewaarijst krachtens de ordonnantie van 4 maart 1993 betreffende het behoud van het onroerend erfgoed;

2° hetzij zo dicht mogelijk bij de rooilijn geplaatst.

De schets nr.1 in bijlage 1 van deze titel illustreert dit artikel.

Stoepranden

Art. 5. De stoepranden tussen de rijbaan en een voetgangersweg zijn maximum 0,18 m hoog.

Indien er tussen het trottoir en de rijbaan een hoogteverschil is van meer dan 0,18 m omwille van de plaatselijke configuratie wordt voor de overgang een trap gebruikt.

Zebrapaden

Art. 6. § 1. Een zebrapad wordt in het verlengde van de vrije voetgangerswegen aangelegd.

§ 2. Wanneer op de rijbaan een permanente parkeerstrook langs het trottoir ligt, wordt het trottoir verbreed ter hoogte van de zebrapaden voor een betere veiligheid van de voetgangers.

§ 3. De diepte van de verbredingen van de trottoirs is beperkt tot 1,70m in geval van het parkeren in de lengte. Wanneer een afvoergoot gelegen is tussen de parkeerstrook en de rijbaan dan kan het trottoir worden verbreed tot aan de afvoergoot.

§ 4. De overgang tussen het trottoir en de rijbaan gebeurt via een hellend vlak met inachtneming van de volgende normen :

1° het maximale hellingspercentage van het hellend vlak bedraagt 8%, deze helling kan op 12% worden gebracht indien het hellend vlak niet meer dan 0,50m lang is;

2° het oppervlak van het hellend vlak sluit aan op het niveau van het trottoir door een schuin vlak of een hellend vlak waarvan de helling de algemene helling van het trottoir met niet meer 8% overschrijdt;

3° een doorgang vrij van hindernissen met een breedte van minimum 1 m en met een dwarshelling van maximum 3% wordt verzekerd tussen de top van het hellend vlak en de rooilijn.

§ 5. De rand en het uitsteeksel van de overgang van de afvoergoot naar de rijbaan ter hoogte van de oversteekplaatsen zijn afgekant of afgerond en zijn maximum 0,02 m hoog ten opzichte van de bodem van de afvoergoot. Geen rioolkolk mag zich aan de oversteekplaatsen voor voetgangers en fietsers bevinden.

§ 6. Het oversteken van ophogingen en verkeerseilanden gebeurt op het niveau van de rijbaan. Wanneer dit onmogelijk is, wordt overgestoken onder dezelfde voorwaarden als vermeld in § 4.

De schets nr.2 in bijlage 1 van deze titel illustreert dit artikel.

Trottoir ter hoogte van berijdbare opritten

Art. 7. § 1. Het wegdek van de voetgangerswegen loopt door ter hoogte van een berijdbare oprit. Bij een voorzienbare overlast wordt de fundering versterkt en een dikker wegdek aangelegd. Wanneer de voorzienbare overlast dit vereist, kan het wegdek worden gewijzigd voor zover er geen kleurverandering optreedt.

§ 2. Het niveau van de voetgangerswegen wordt behouden ter hoogte van de berijdbare opritten en de stoeprand wordt schuin afgewerkt. Wanneer de hoogte van de stoeprand dit vereist, kan het voetpad worden verlaagd over een maximumbreedte van 0,50m vanaf de verticale kant van de stoeprand voor zover een doorgang vrij van hindernissen van minimum 1 m breed verzekerd is tussen de verlagings en de rooilijn.

.Section 3. — Dispositifs ralentisseurs

Art. 8. § 1^{er}. Les dispositifs ralentisseurs sont conformes au code de la route et au code du gestionnaire..

§ 2. Les dispositifs ralentisseurs sont localisés en fonction du contexte architectural et urbanistique, de même qu'en fonction de la sécurité de tous les usagers, et plus particulièrement des piétons et des cyclistes.

§ 3. Les dispositifs ralentisseurs s'intègrent à l'environnement bâti et non bâti :

1° les matériaux et leurs couleurs sont étudiés de manière cohérente avec le contexte;

2° l'éclairage et la signalisation assurent la visibilité de jour comme de nuit;

3° l'évacuation des eaux est assurée.

*Section 4. — Les Deux-Roues - Légers**Piste cyclable*

Art. 9. Aucun obstacle n'est placé dans une piste cyclable.

Toutefois, les accès aux pistes cyclables dont la largeur est supérieure à 1,80m peuvent être munis d'une borne ou d'un potelet central destiné à empêcher l'accès des voitures automobiles.

La hauteur libre minimale au dessus d'une piste cyclable est de 2,20 m .

Sas et avancées

Art. 10. Aux carrefours à feux, des sas et zones avancées pour les deux-roues légers sont généralisés dans les chaussées des voiries du réseau régional et du réseau interquartier qui sont divisées en plusieurs bandes de circulation.

Transition

Art. 11. § 1^{er}. Des zones de transition sont aménagées au début et la fin d'une piste cyclable de manière à ce que les cyclistes rejoignent facilement la piste ou se réinsèrent facilement et en sécurité dans la circulation.

§ 2. La transition entre la chaussée et la piste cyclable est réalisée sans ressaut.

Stationnement pour deux-roues légers

Art. 12. Les actes et travaux ayant pour objet la création ou la modification des espaces publics situés soit dans une zone commerciale, soit à proximité des équipements d'intérêt collectif ou de service public, des gares, des stations de transports en commun en site indépendant, des noeuds de communication ou des haltes importantes de transports en commun, prévoient l'installation de parkings pour vélos.

*Section 5. — Le stationnement**Position du filet d'eau*

Art. 13. Lors d'un aménagement de voirie qui comprend le renouvellement des fondations, le filet d'eau est situé entre la zone de stationnement et la chaussée., sauf en cas de stationnement alternatif.

Protection du trottoir

Art. 14. Lorsque le stationnement est autorisé de manière transversale, le cheminement libre tel que défini à l'article 4, § 1^{er}, est assuré par un dispositif anti-stationnement.

Dispositifs anti-stationnement

Art. 15. § 1^{er}. Dans l'objectif d'en réduire le nombre, la distance entre deux dispositifs anti-stationnement est de minimum 1,50m et de maximum 3,00m, en fonction de la largeur de la chaussée.

§ 2. Le dispositif anti-stationnement constitué d'une double bordure peut protéger une berme ou un espace piéton s'il respecte les normes suivantes :

- la hauteur de l'ensemble des deux bordures doit atteindre 0,35m;
- la distance entre la première et la deuxième bordure doit être comprise entre 0,20 et 0,45 m.

Afdeling 3. — Snelheidsbeperkende voorzieningen

Art. 8. § 1. De snelheidsbeperkende voorzieningen zijn conform het verkeersreglement en het reglement van de wegbeheerder.

§ 2. De snelheidsbeperkende inrichtingen worden zodanig geplaatst dat zij passen in de architecturale en stedenbouwkundige omgeving. Bij hun plaatsing moet rekening gehouden worden met de veiligheid van alle weggebruikers en in het bijzonder met deze van voetgangers en fietsers.

§ 3. De snelheidsbeperkende inrichtingen passen in de bebouwde en onbebouwde omgeving :

1° de gebruikte materialen en kleuren ervan passen bij de omgeving;

2° de verlichting en de wegbebakening zorgen voor voldoende zichtbaarheid, zowel overdag als 's nachts;

3° de afvoer van water is verzekerd.

*Afdeling 4. — Lichte tweewielers**Fietspad*

Art. 9. Een fietspad is vrij van hindernissen.

Fietspaden die breder zijn dan 1,80 m kunnen worden uitgerust met een zuiltje of een centraal stijltje om de toegang voor autovoertuigen te verhinderen.

De vrije hoogte boven een fietspad is minimum 2,20 m.

Opstelstroken en vooruitgeschoven zones

Art. 10. Aan alle kruispunten met verkeerslichten worden opstelstroken en vooruitgeschoven zones voor lichte tweewielers aangelegd op de rijwegen van het gewestelijk en interwijkenet die verdeeld zijn meerdere rijstroken.

Overgangszones

Art. 11. § 1. Overgangszones worden aangelegd bij het begin en einde van een fietspad zodat de fietsers gemakkelijk op het fietspad kunnen komen of gemakkelijk en veilig kunnen invoegen in het verkeer.

§ 2. De overgang tussen de rijbaan en het fietspad gebeurt zonder hoogteverschil.

Parkeren voor lichte tweewielers

Art. 12. De handelingen en werken voor de aanleg of wijziging van de openbare ruimten die gelegen zijn in hetzij een gebied voor handelszaken, hetzij in de nabijheid van uitrustingen van collectief belang of van openbare diensten, treinstations, stations van het openbaar vervoer in onafhankelijke baan, verkeersknooppunten of belangrijke haltes van het openbaar vervoer, voorzien in fietsenstallingen.

*Afdeling 5. — Parkeren**Ligging van de afvoergoot*

Art. 13. Wanneer bij de aanleg van wegen nieuwe funderingen worden gelegd, komt de afvoergoot tussen de parkeerstrook en de rijbaan te liggen, behalve bij het beurtelings parkeren.

Bescherming van het trottoir

Art. 14. Wanneer schuin parkeren toegelaten is, wordt de vrije doorgang zoals bepaald in artikel 4, § 1, verzekerd door een anti-parkeervoorziening.

Anti-parkeervoorzieningen

Art. 15. § 1. Om het aantal anti-parkeervoorzieningen te verminderen bedraagt de afstand tussen twee anti-parkeervoorzieningen minimum 1,50 m en maximum 3,00 m naargelang van de breedte van de rijbaan.

§ 3. De anti-parkeervoorziening die voorzien is van een dubbele stoeprand kan dienen ter bescherming van een berm of voetgangersruimte indien ze voldoet aan de volgende normen :

- de dubbele stoeprand moet 0,35m hoog zijn;
- de afstand tussen de eerste en de tweede stoeprand moet tussen 0,20 en 0,45 m bedragen.

§ 3. Les bordures saillantes ne peuvent avoir une longueur supérieure à 1,50m et sont conformes au § 1.

§ 4. Les bornes ou potelets anti-stationnement n'excèdent pas 0,80m de hauteur.

Le croquis n° 3 en annexe 1 du présent titre illustre le présent article.

Section 6. — Les transports en commun

Arrêts

Art. 16. § 1^{er}. Le stationnement est interrompu au droit d'un arrêt de transport en commun adjacent au trottoir et la voie de circulation piétonne est élargie.

§ 2. En dérogation à l'article 5, au droit d'un arrêt de transport en commun, la hauteur de la bordure peut être supérieure à 0,18m pour faciliter l'accès aux véhicules des transports en commun.

L'accès à l'arrêt est réalisé sous forme d'une rampe accessible aux personnes à mobilité réduite.

§ 3 A l'exception des arrêts situés dans un site classé ou au droit d'un immeuble classé en vertu de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier, les arrêts de transport en commun sont équipés d'un abri pour les usagers.

Sécurité des deux-roues légers

Art. 17. En dehors d'un arrêt de transport en commun, la distance minimale entre la bordure du trottoir et le rail d'une voie de tram est de 0,80 m.

Section 7. — Les arbres de grande taille

Distances

Art. 18. § 1^{er}. La distance minimale entre l'arbre et la façade est déterminée de manière à ce qu'une distance de 2m minimum subsiste entre la façade et la couronne de l'arbre à son développement maximum.

§ 2. La distance minimale entre l'axe du tronc et la zone de circulation de la chaussée est de 0,90m.

Le croquis n° 4 en annexe 1 du présent titre illustre le présent article.

Fosses de plantation

Art. 19. La fosse de plantation a un volume minimum de 3,5 m³;

Protections

Art. 20. § 1^{er}. Une zone perméable de 2,25 m² minimum est prévue au pied de l'arbre.

§ 2. Cette zone perméable est protégée du piétinement par une grille sans saillie sur le plan du trottoir, lorsque l'intensité de la circulation piétonne le justifie.

§ 3. Des dispositifs de protection du tronc et du pied de l'arbre sont prévus lorsque des chocs et des tassements provoqués par le stationnement des véhicules.

§ 4. Aucune pose de réseau d'utilité publique ne peut être réalisée à une distance inférieure à 1,75 m de l'axe du tronc.

Section 8. — La signalisation

Signalisation routière

Art. 21. § 1^{er}. Sans préjudice du code de la route et du code du gestionnaire, seuls les signaux obligatoires et ceux justifiés par des conditions locales de sécurité sont implantés.

§ 2. Sans préjudice du code du gestionnaire, les signaux routiers sont limités en nombre et sont regroupés sur un mât unique. Leurs dimensions sont déterminées en fonction du classement de la voirie dans la spécialisation des voiries.

Signalisation de direction

Art. 22. La pose de la signalisation de direction s'inscrit dans un plan d'ensemble élaboré par le gestionnaire de la voirie et cohérent avec les autres plans de signalisation de direction.

§ 3. De stoepranden die schuin aflopen zijn niet langer dan 1,50 m en zijn conform § 1.

§ 4. De anti-parkeerzuilen of -stijltjes zijn niet hoger dan 0,80m.

De schets nr.3 in bijlage 1 van deze titel illustreert dit artikel.

Afdeling 6. — Openbaar vervoer

Haltes

Art. 16. § 1. De parkeerstrook wordt aan een halte van het openbaar vervoer naast het voetpad onderbroken en de voetgangersweg wordt verbreed.

§ 2. In afwijking van artikel 5 kan de stoeprand aan een halte van het openbaar vervoer meer dan 0,18 m hoog zijn om een betere toegang te verlenen tot het openbaar vervoer.

Voor de personen met beperkte mobiliteit is de halte bereikbaar via een helling.

§ 3. Met uitzondering van de haltes die gelegen zijn in een beschermd landschap of ter hoogte van een onroerend goed dat beschermd is krachtens de ordonnantie van 4 maart 1993 betreffende het behoud van het onroerend erfgoed, zijn de haltes van het openbaar vervoer uitgerust met een wachhuisje voor de reizigers.

Veiligheid van de lichte tweewielers

Art. 17. Buiten een halte van het openbaar vervoer bedraagt de minimumafstand tussen de stoeprand van het trottoir en de tramlijn 0,80 m.

Afdeling 7. — Hoogstammige bomen

Afstanden

Art. 18. § 1. De minimumafstand tussen een boom en een gevel wordt aldus bepaald dat er een minimumafstand van 2 m overblijft tussen de gevel en de kruin van de volgroeide boom.

§ 2. De minimumafstand tussen de as van de stam en de verkeersstrook van de rijbaan bedraagt 0,90 m.

De schets nr.4 in bijlage 1 van deze titel illustreert dit artikel.

Plantputten

Art. 19. De plantput heeft een volume van minstens 3,5 m³;

Beschermingsmaatregelen

Art. 20. § 1. Een boom wordt geplaatst in een waterdoorlatende grond met een oppervlakte van minstens 2,25 m².

§ 2. Deze waterdoorlatende grond wordt beschermd tegen betreding door een hek zonder uitsteeksels op het trottoir wanneer intens voetgangersverkeer dat nodig maakt.

§ 3. De stam en de basis van de boom worden beschermd tegen schokken en verzakkingen veroorzaakt door voertuigen.

§ 4. Geen enkel net van openbaar nut mag op minder dan 1,75 m van de as van de stam worden aangelegd.

Afdeling 8. — Wegbebakening

Verkeerstekens

Art. 21. § 1. Onverminderd het verkeersreglement en het reglement van de wegbeheerder worden enkel verplichte tekens en tekens die door de plaatselijke veiligheidsomstandigheden verantwoord zijn, geplaatst.

§ 2. Onverminderd het reglement van de wegbeheerder zijn de verkeerstekens beperkt in aantal en op één paal gegroepeerd. Hun omvang wordt bepaald op basis van de plaats van de weg in de specialisatie van de wegen.

Bewegwijzering

Art. 22. Het plaatsen van bewegwijzering past in een globaal plan dat is opgesteld door de wegbeheerder en dat samenhangt met de andere plannen inzake bewegwijzering.

Marquages au sol

Art. 23. § 1^{er}. Sans préjudice du code de la route, l'usage des marquages au sol est réservé aux situations où l'intensité de la circulation et/ou la sécurité des usagers le justifient. En particulier, les marquages séparant les bandes de circulation sont interdits dans les voiries du réseau de quartier et interquartier, sauf à l'approche des carrefours.

§ 2. Lors d'un aménagement de voirie qui comprend le renouvellement des fondations, les marquages au sol en matériaux durables sont privilégiés.

Section 9. — Le mobilier urbain**Implantation**

Art. 24. § 1^{er}. Au droit des carrefours, des traversées piétonnes et des arrêts de transports publics, le mobilier ne peut être posé s'il nuit à la visibilité de tous les usagers de la voirie.

§ 2. A l'exception des dispositifs anti-stationnement, le mobilier est placé à plus de 0,20 m de la face verticale de la bordure de séparation entre le trottoir et la chaussée.

§ 3. Sans préjudice de l'article 4, § 1^{er}, le passage libre à l'avant des abris destinés aux usagers des transports en commun est de minimum 1,20m. Lorsque les circonstances locales l'imposent, cette distance peut être réduite à 0,80m.

Armoires des concessionnaires

Art. 25. § 1^{er}. Les armoires sont équipées d'une plaquette indiquant l'identité et les coordonnées de leurs propriétaires.

§ 2. Lorsqu'elles sont situées en trottoir, les armoires sont placées parallèlement à l'alignement.

§ 3. Les armoires ne peuvent pas être placées en trottoir dans un site classé ou au droit d'un immeuble classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde en vertu de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier.

Section 10. — L'éclairage**Composition globale**

Art. 26. § 1^{er}. L'éclairage des espaces urbains est pensé en fonction d'une volonté de composition globale, notamment, la hauteur de feu et la position du luminaire sont déterminées en fonction de la largeur de la chaussée à éclairer et de l'impression visuelle nocturne souhaitée.

§ 2. L'éclairage urbain est conçu afin d'éviter toutes nuisances à l'intérieur des habitations.

§ 3. Le niveau d'éclairement permet une bonne visibilité des trottoirs et si nécessaire une mise en évidence des traversées piétonnes et cyclistes..

§ 4. La hauteur de feu est limitée à 9 m maximum.

Section 11. — Décorations événementielles

Art. 27. Les décorations événementielles de manifestations ou de festivités diverses sont placées au plus tôt 1 mois avant le début de l'événement auquel il se rapporte et retirées au plus tard 815 jours calendrier après la fin de celui-ci.

Section 12. — Dispositions transitoires

Art. 28. § 1^{er}. Le présent titre s'applique aux actes et travaux relatifs à une voirie, à ses accès ou à ses abords, pour lesquels une demande de permis d'urbanisme a été introduite plus de deux mois après son entrée en vigueur.

§ 2. Le présent titre s'applique aux actes et travaux relatifs à une voirie, à ses accès ou à ses abords, non soumis à l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme dont l'exécution est entamée après le sixième mois qui suit son entrée en vigueur.

Wegmarkering

Art. 23. § 1. Onverminderd het verkeersreglement wordt wegmaking enkel gebruikt voor situaties waarin de intensiteit van het verkeer en/of de veiligheid van de weggebruikers dit verantwoorden. In het bijzonder zijn de markeringen die de rijstroken scheiden, verboden op verkeerswegen van het wijken- en interwijkenet, behalve bij het naderen van kruispunten.

§ 2. Als bij de aanleg van wegen ook de fundering dient vernieuwd te worden, moeten de markeringen op de grond in duurzaam materiaal de voorkeur krijgen.

Afdeling 9. - Stadsmeubilair**Plaatsing**

Art. 24. § 1. Stadsmeubilair mag niet aan kruispunten, zebraleden en aan haltes van het openbaar vervoer geplaatst worden als het het zicht van de weggebruikers belemmert.

§ 2. Met uitzondering van de anti-parkeervoorzieningen wordt het meubilair geplaatst op meer dan 0,20 m van de verticale kant van de stoeprand die het voetpad scheidt van de rijbaan.

§ 3. Onverminderd artikel 4, § 1 bedraagt de vrije doorgang voor de wachthuisjes voor de gebruikers van het openbaar vervoer minstens 1.20 m. Wanneer de plaatselijke omstandigheden dit noodzakelijk maken, kan de doorgang teruggebracht worden tot 0,80 m.

Kasten van de concessiehouders

Art. 25. § 1. De kasten zijn voorzien van een plaat die de identiteit en persoonsgegevens van de eigenaar aangeeft.

§ 2. Wanneer de kasten op het trottoir staan, zijn ze evenwijdig met de rooilijn geplaatst.

§ 3. De kasten mogen niet op het trottoir worden geplaatst in een beschermd landschap of ter hoogte van een onroerend goed dat is beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst krachtens de ordonnantie van 4 maart 1993 betreffende het behoud van het onroerend erfgoed.

Afdeling 10. - Verlichting**Globale opzet**

Art. 26. § 1. De verlichting van de stadsruimten moet worden gezien in het kader van een globale opzet. Meer bepaald worden de hoogte van de lantaarns en de positie van de lampen bepaald in verhouding tot de breedte van de te verlichten rijbaan en in verhouding tot het gewenste lichtindruk >s nachts.

§ 2. De stadsverlichting mag binnenin de woningen geen hinder veroorzaken.

§ 3. Er moet voldoende verlichting zijn om de voetpaden zichtbaar te maken en, indien nodig, de oversteekplaatsen voor voetgangers en fietsers extra aan te duiden.

§ 4. De lichten zijn maximum 9 m hoog.

Afdeling 11. — Gelegenheidsdecoratie

Art. 27. Gelegenheidsdecoratie voor allerhande evenementen of festiviteiten wordt ten vroegste 1 maand vóór de aanvang van het evenement aangebracht en uiterlijk 15 kalenderdagen na afloop ervan verwijderd.

Afdeling 12. — Overgangsbepalingen

Art. 28. § 1. Deze titel is van toepassing op de handelingen en werken met betrekking tot de wegen, de toegangen ertoe en de omgeving ervan, waarvoor een stedenbouwkundige vergunningaanvraag twee maand na de inwerkingtreding van deze verordening wordt ingediend.

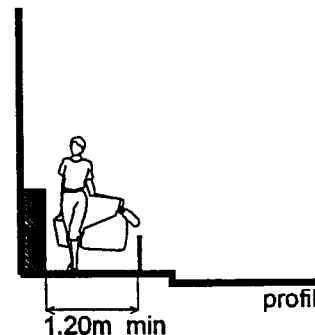
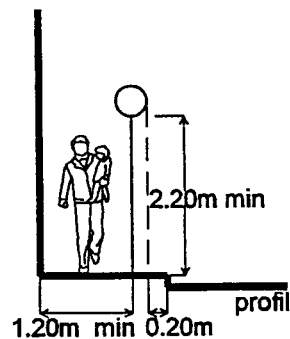
§ 2. Deze titel is van toepassing op de handelingen en werken met betrekking tot de wegen, de toegangen ertoe en de omgeving ervan, waarvoor geen voorafgaande stedenbouw-kundige vergunning vereist is en die zes maand na de inwerkingtreding van deze verordening worden aangevat.

Annexe 1 — Bijlage I

Croquis n°1 - Schets nr 1Section II : Le cheminement piétonAfdeling II : Doorgang voor voetgangers

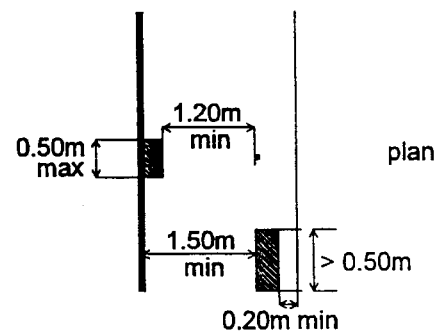
Article 4. Voies de circulation piétonne - § 2

Artikel 4. Wegen voor het voetgangersverkeer - § 2



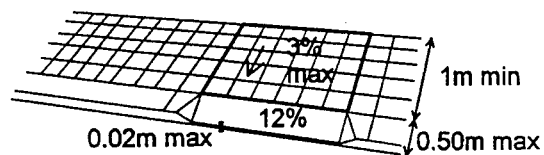
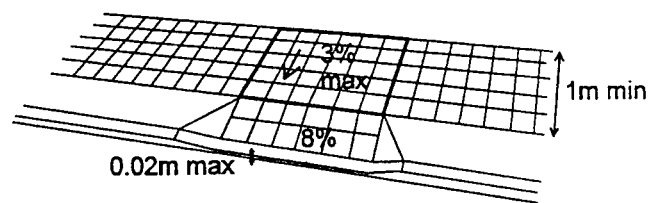
En dehors des obstacles et au droit d'obstacles de plus de 0.50m de longueur, la largeur du cheminement libre est de 1.50m minimum.

Buiten hindernissen en ter hoogte van hindernissen van meer dan 0.50m lang, is de breedte van vrije doorgang 1.50m minimum.

**Croquis n°2 - Schets nr 2**

Article 6. Traversées piétonnes - § 4

Artikel 6. Oversteekplaatsen voor voetgangers - § 4



Croquis n°3 - Schets nr 3

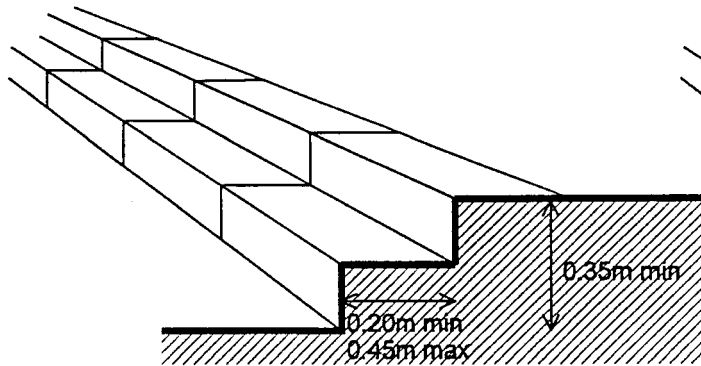
Section IV : Le stationnement

Afdeling IV : Het parkeren

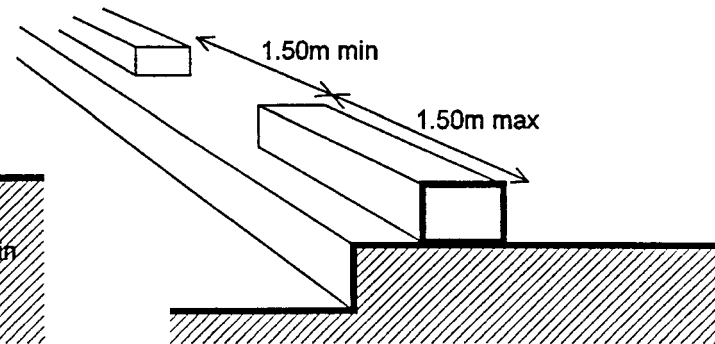
Article 15. Dispositifs anti-stationnement

Atrikel 15. Anti-parkeerinrichtingen

§ 3. Double bordure



§ 4. Bordure saillante



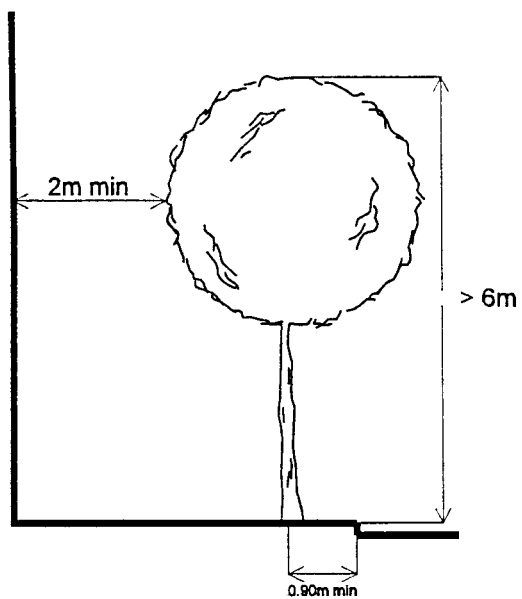
Croquis n°4 - Schets nr 4

Section VI : Les arbres de grande taille en voirie

Afdeling VI : Hoogstammige bomen langs de wegen

Article 18. Distances - § 1

Artikel 18. Afstanden - § 1



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999, adoptant les Titres I à VII du Règlement régional d'urbanisme.

Ch. PICQUE,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites

J. CHABERT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures

H. HASQUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport

R. GRIJP,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Renovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 1999 tot goedkeuring van Titels I tot VII van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening.

Ch. PICQUE,

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Minister van Plaatselijke Besturen, Tewerkstelling, Huisvesting en Monumenten en Landschappen

J. CHABERT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen

H. HASQUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer

R. GRIJP,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid